REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité - Justice - Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°2017 - 004 du 06 janvier 2017

portant admission à la retraite d'un (01) officier subalterne des Forces Armées Béninoises.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT

- Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la loi n°90-16 du 18 juin 1990 portant création des Forces Armées Béninoises ;
- Vu la loi n°2005-43 du 26 juin 2006 portant statut général des personnels militaires des Forces Armées Béninoises ;
- Vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- Vu le décret n°2016-264 du 6 avril 2016 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- Vu le décret n°2016-415 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Défense Nationale ;
- Vu le décret n°2016-683 du 07 novembre 2016 portant promotion de trente sept (37) Officiers Subalternes au grade de Lieutenant ;
- Sur proposition du Ministre délégué auprès du Président de la République, Chargé de la Défense Nationale,

DECRETE:

Article 1er: Conformément aux dispositions des articles 77 et 100 de la loi n°2005-43 du 26 juin 2006 portant statut général des personnels militaires des Forces Armées Béninoises, le Lieutenant KOUNOUDJI Christophe de la Gendarmerie Nationale, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juillet 2016.

Article 2 : En attendant la liquidation de sa pension, un acompte pourra lui être versé après sa cessation d'activité et dès la production de son dossier de pension.

Article 3 : La liquidation de la pension de l'intéressé se fera sur la base de l'indice du grade acquis conformément aux dispositions de la loi des finances en vigueur.

Article 4 : Il lui sera délivré une feuille de déplacement et son transport sera assuré par l'Etat.

Article 5 : Le Ministre de l'Economie et des Finances et le le Ministre délégué auprès du Président de la République, Chargé de la Défense Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 06 janvier 2017

Par le Président de la République, Chef de l'Etat,Chef du Gouvernement,

Patrice TALON

Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la République,

Pascal Irénée KOUPAKI

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Le Ministre délégué auprès du Président de la République, Chargé de la Défense Nationale,

Romuald WADAGN

Candide Armand-Marie AZANNAI

<u>AMPLIATIONS</u>: PR:6; AN:2; CC:2; CS:2; CES:2; HAAC:2; MESGPR:2; MEF:2; MDN:2; AUTRES MINISTERES:18; SGG:4; INTERESSE:1; JORB:1.